

# Prêts à tout pour obtenir le siège du canal Seine Nord !

Les élus de l'agglomération viennent de valider leur candidature. 80 emplois sont espérés.

## COMPIÉGNOIS

PAR JULIEN BARBARE

**SI L'AVENIR** du canal Seine-Nord-Europe reste suspendu aux décisions gouvernementales, les élus du Compiégnois n'en démordent pas : le siège de l'établissement public chargé de sa réalisation devra se trouver au cœur de la cité impériale. Pour le prestige et les « 50 à 80 emplois » qui l'accompagnent. En fin de semaine, l'Agglomération de la région de Compiègne (ARC) a donc validé sa candidature.

Un courrier en forme de lettre de motivation, où l'ARC vante son territoire, qui « dispose d'une culture de la navigation fluviale et d'un esprit d'entreprise fondé sur l'innovation ». Et de mettre en avant le site proposé : le quartier de l'Etat-major, idéalement situé « en bordure de l'Oise ». Et pour achever de convaincre la Société du Canal Seine-Nord-Europe (SCSNE), la collectivité est prête à tout.

### LOGEMENTS À BAS COÛT ET PLACES DE PARKING GRATUITES

« Si l'ARC venait à être retenue », Philippe Marini, son président (LR), assure les responsables qu'ils trouve-



**Barrage de Venette, canal Seine-Nord, début décembre. Avant de pouvoir accueillir le siège tant attendu, l'Agglomération de la région de Compiègne devra faire face à de sérieux concurrents, comme Noyon ou Cambrai (Nord).**

raient à se loger à bas coût, l'ARC envisageant de louer les 1 200 m<sup>2</sup> nécessaires, pour ensuite les proposer moins chers à la SCSNE. Un cadeau de 180 000 € sur dix ans. Et de proposer, à titre gracieux, la mise à disposition de 30 places de parking au bord de l'Oise.

« La concurrence sera rude, a toutefois souligné Bernard Hellal, le

maire (SE) de Margny-lès-Compiègne. Il y a de sérieux candidats dans le nord de la grande région. » Cambrai (Nord), notamment. Sans oublier, dans le département, Noyon, qui s'est très tôt porté candidat pour accueillir la société de projet du canal à grand gabarit. La cité de Calvin mise notamment sur son campus économique Inovia pour rallier la mise.

C'est aussi une question de symbole pour les élus, pas encore convaincus que l'Oise, éloignée du cœur lillois des Hauts-de-France, est reconnue à sa juste valeur. « Nous allons voir si la région est capable de choisir notre département, a conclu Philippe Marini. C'est l'occasion de montrer que le sud du territoire compte aussi. »